

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 31/2 (2004)

DOI: 10.11588/fr.2004.2.63366

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Als Ergänzung des vorhergehenden Artikels kann die Darstellung der Geschichte des Basler Domkapitels von seiner Ersterwähnung im 9. Jh. in den Verbrüderungsbüchern der Abteien Reichenau und St. Gallen bis zur Säkularisation im Jahr 1803, geschrieben von Catherine BOSSHART-PFLUGER, angesehen werden.

»Basel (Fürstbistum)« ist das Thema des umfangreichen, letzten Artikels des ersten Bandes des HLS. Ein ganzes Autorenkollektiv, bestehend aus André BANDELIER, Philippe FROIDEVAUX, Jean-Paul PRONGUÉ, Jean-Claude REBETEZ und François NOIRJEAN, hat daran gearbeitet.

Beginnend mit dem Ausbau der weltlichen Macht des Bischofs von Basel im Jahr 999, mit den Schwerpunkten politische Geschichte, Wirtschaft und Bevölkerung, kulturelles und religiöses Leben sowohl im Mittelalter und als auch in der Frühen Neuzeit, führt der Artikel bis ins Jahr 1815. Die immer enger werdende Verbindung des Fürstbistums mit Frankreich, die im 18. Jh. bestimmend für die Außenpolitik wurde, ist ausschlaggebend für die weiteren Geschicke des kleinen Territoriums. Bedingt durch die revolutionären Ereignisse stand es ab 1792 unter französischer Herrschaft, die erst durch den Beschluß des Wiener Kongresses beendet wurde. Eine Gebietskarte aus dem 18. Jh., die jedoch etwas besser hätte erläutert werden können, sowie eine Grafik über den Aufbau der fürstbischöflichen Institutionen im 18. Jh., ein Foto des vergoldeten Silberkelchs aus dem Basler Münsterschatz und ein Foto des Schlosses von Delsberg, der fürstbischöflichen Sommerresidenz, sind dem Artikel ergänzend beigefügt.

Der Artikel »Basel Stadt« wurde ausgespart und wird wohl erst im zweiten Band des HLS zu finden sein.

Der erste Band des HLS ist ein Geschichtsllexikon nicht nur zum Nachschlagen, sondern auch zum Nachlesen. Das Projekt, eine Geschichte der Schweiz zu erarbeiten, bei der die politischen Ereignisse nicht allein im Vordergrund stehen, sondern auch unbekannte Akteure, die die Schweizer Geschichte mitgeprägt haben unter Berücksichtigung der Sozial-, Kultur- und Wirtschaftsgeschichte, ist ein historisches Projekt im doppelten Sinn. Dieses geisteswissenschaftliche Projekt, das unter dem Patronat der Schweizer Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften und der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte steht und finanziell vom Bund unterstützt wird, stellt gleichzeitig eine Bestandsaufnahme dar, eine wertvolle Quelle für nachfolgende Generationen zum Selbstverständnis der Schweizer zu Beginn des 21. Jhs. Das HLS kann somit als Beitrag zur nationalen Selbsterkenntnis, die durchaus nicht unkritisch ist, gewertet werden.

Sabine DIEZINGER, Rheinfelden (Baden)

Deutsche Erinnerungsorte, hg. von Étienne FRANÇOIS und Hagen SCHULZE. Bd. 2, München (C. H. Beck) 2001, 738 p.

Le 2^e volume des »lieux de mémoire« allemands contient 40 textes répartis en 6 chapitres intitulés la révolution, la liberté, la discipline, la performance (*Leistung*), le droit, la modernité. Les chapitres renferment de 6 à 8 textes. Les auteurs sont en général des universitaires, parmi lesquels huit, parfois d'origine allemande, sont en poste dans des pays non germanophones (France, USA, Grande-Bretagne, Danemark). Parmi les rares »non universitaires« figure l'écrivain brandebourgeois Günter de Bruyn, qui présente ici la Reine Louise de Prusse, personnage sur lequel il a publié en 2001 un ouvrage (»Preußens Luise«).

Le chapitre »Révolution« aurait pu s'intituler »les révolutions impossibles«: Luther fut récupéré au XIX^e siècle par la Prusse et le nationalisme allemand et, dans un premier temps, la Réforme a renforcé l'absolutisme des princes allemands; l'église Saint-Paul de Francfort, où siégea en 1848–1849 le premier parlement allemand issu d'élections libres, symbolise

l'échec de la révolution de 1848; Rosa Luxemburg fut assassinée; le mouvement étudiant de 1968 ne fut qu'un épisode passager et minoritaire et la »Porte de Brandebourg« a vu sombrer le 9 novembre 1989, dans une atmosphère de fête, un socialisme est-allemand bien peu digne de la société idéale qu'il prétendait incarner. La »révolution nationale« que Hitler appelait de ses vœux dès 1923 et dont, le 30 janvier 1933, la SA a fêté l'avènement par un défilé aux flambeaux sous la même Porte de Brandebourg ne méritait-elle pas de figurer dans un chapitre où l'on est un peu étonné de trouver une étude sur Bismarck? Au fond, le seul révolutionnaire (au sens des »idées nouvelles«) qui ait modifié l'histoire allemande semble être Napoléon, à propos duquel Hagen SCHULZE cite Thomas Nipperdey: »Au commencement (de l'Allemagne moderne F. G.) fut Napoléon«.

»Liberté«, titre du deuxième chapitre, peut être compris aussi comme une antiphrase. Deux textes parlent d'une liberté reconquise: la »cloche de la liberté« de la mairie de Schöneberg, à Berlin-Ouest, imitation un peu servile de celle de Philadelphie, ne semble pas devoir survivre en tant que lieu de mémoire à la fin de la guerre froide, et l'on sait que la revendication démocratique, »Nous sommes le peuple«, scandée par les premiers manifestants de Leipzig en automne 1989, a fait place dès l'ouverture du Mur à la revendication de l'unité allemande. Otto DANN, dans son texte sur Schiller, rappelle que le nouveau slogan »Nous sommes un peuple« était une citation de *Guillaume Tell*, d'autant plus familière aux Allemands de l'Est que le régime communiste l'avait volontiers diffusée, avant de renoncer définitivement à l'unité allemande: quant à Schiller, il représente bien le refus opposé par la plupart des grands intellectuels allemands contemporains de la Révolution française aux idées (et aux pratiques) »nouvelles«. Les autres textes ne parviennent pas davantage à convaincre d'une grande contribution allemande à la cause de la liberté politique dans l'histoire. La *Wartburg* est un symbole difficile, de Luther à la manifestation des étudiants d'Iéna en 1817 (déjà Heine s'indigna de ce qu'on y ait brûlé des livres); la guerre des paysans au début du XVI^e siècle représente une première phase de ce que Marx et surtout ses successeurs ont appelé la »misère allemande«; l'attentat du 20 juillet 1944 a échoué, et la gymnastique »politique« de Jahn (*frisch, fromm, fröhlich, frei*) a inspiré un culte agressif du corps qui débouche aussi bien sur l'esthétisme raciste des nazis que sur les méthodes plus que douteuses mises en œuvre (entre autres pays) par la RDA dans la folle course aux médailles.

Les six textes du chapitre »Discipline« ne forment pas un tout homogène: le devoir (aussi au sens kantien), la reine Louise, Stalingrad, le casque à pointe, le professeur »Unrat« du roman de Heinrich Mann porté à l'écran sous le titre *L'Ange bleu*, la »Stasi« sont autant de sujets en soi intéressants et bien traités, mais qui ont peu de traits communs. Une entreprise d'historiens comme ces lieux de mémoire allemands aurait pu s'inspirer d'écrivains comme Schädlich (»Tallhover«), Grass (»Ein weites Feld«) et en amont E. T. A. Hoffmann, Heine et les auteurs de la »Jeune Allemagne«, pour élargir le sujet de l'appareil de surveillance et de répression est-allemand à une certaine continuité allemande de l'espionnage, du contrôle et de la manipulation, dont la *Gestapo* et la *Stasi* furent incontestablement les sommets.

Le chapitre »Performance« est consacré à l'économie (la Hanse, la *D-Mark*, l'artisanat, *Made in Germany*), au sport (le championnat de football) et, curieusement, à la situation de la femme (*Kinder – Küche – Kirche*, une présentation nuancée et intéressante de Sylvia PALETSCHEK). Les textes réunis autour de la notion de »droit« portent sur l'ordre public, le code civil (belle synthèse de Jörn ECKERT), les assurances, les »terribles juristes«, appellation forgée par l'écrivain Rolf Hochhuth pour désigner ces juristes qui servirent fidèlement Hitler et poursuivirent tranquillement leur carrière après 1945, »Karlsruhe« en tant que siège de la cour constitutionnelle fédérale. Le texte sur la législation sociale allemande, mise en place à partir de l'ère bismarckienne, nous semble exagérer une opposition entre une conception »citoyenne« de l'État-Providence (française) et une conception allemande, »corporatiste et paternaliste«, ne visant que la population active, et pratiquant, aux pires heures, une sélection raciale, politique, voire »médicale«: l'idée selon laquelle cette sélection serait

dans la logique de la conception allemande est rappelée en guise de conclusion. N'est-il pas plus simple de penser que les nazis ont détourné à leurs fins la législation en place, ne serait-ce que pour s'assurer le soutien ou au moins la neutralité des travailleurs allemands? Mussolini et Pétain ont-ils procédé autrement? En se définissant comme une »économie sociale de marché«, la République Fédérale s'est appuyée sur une tradition tout de même positive et, dès la fin du XIX^e siècle, l'Allemagne a représenté un »modèle«, y compris dans le mouvement socialiste international (Jaurès!). *Am deutschen Wesen soll die Welt genesen* est la version simplifiée des vers d'un poème de l'écrivain E. Geibel (1861). Comme souvent, on attribue ici cette expression à Guillaume II, sans indiquer de source.

Sept textes rendent compte de la »modernité« allemande: la grande ville comme Moloch, dans la tradition de la poésie urbaine expressionniste (peut-on vraiment affirmer que Höpener *alias* Fidus est un peintre encore estimé?, p. 573), le *Bauhaus* (présentation claire et critique d'Anja BAUMHOFF), des pages vivantes et bien documentées sur le brillant et contradictoire Walter Rathenau (Martin SABROW), Marlene Dietrich, la »documenta I« de Kassel (1955), première grande exposition d'art contemporain, et deux études qui n'ont peut-être pas tout à fait leur place ici: Wyhl, sur la résistance victorieuse à l'implantation d'une centrale nucléaire dans les années 70 au pied de la Forêt Noire, et le »palais de la république« de Berlin-Est, que l'on s'apprête à démolir après l'avoir »désamianté«. Ce dernier bâtiment est présenté comme »une maison du peuple de conception petite-bourgeoise« (p. 680) et l'auteur, Stefanie FLAMM, rédactrice des pages culturelles berlinoises de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, semble approuver sa prochaine démolition.

Le volume est sans doute davantage destiné à être consulté qu'à être lu d'un seul tenant. L'impression d'ensemble, comme dans le cas du premier tome des »lieux de mémoire« allemands, reste celle d'une histoire allemande tragique, discontinuée, et sans cesse ramenée à la période nazie et aux périodes-cadres, l'ère bismarckienne, le wilhelminisme, la Première Guerre mondiale et la République de Weimar en amont et en aval la guerre froide et la division de l'Allemagne. Seuls deux textes racontent des histoires heureuses: l'historique de la défunte *D-Mark* (Harold JAMES) parle cependant d'un monde révolu, cette »vieille République de Bonn«, qui a »disparu pour toujours« (p. 449)... suivie peu après par sa monnaie; le deuxième texte traite de la cour constitutionnelle allemande à Karlsruhe, que l'auteur (Gerd ROELLECKE) appelle un »beau lieu de mémoire allemand«. Cet incontestable acquis démocratique de l'Allemagne républicaine aurait constitué une conclusion harmonieuse, alors que le volume se termine sur une dissonance, à savoir l'évocation de la prochaine démolition du palais de la république et de la possible reconstruction du palais des Hohenzollern, symbole contestable, sans beauté notable... et bien peu »moderne«.

François GENTON, Grenoble

Deutsche Erinnerungsorte, hg. von Étienne FRANÇOIS und Hagen SCHULZE. Bd. 3, München (C. H. Beck) 2001, 784 p.

À la fin de ce troisième et dernier volume des lieux de mémoire allemands, Pierre NORA, le créateur du concept et initiateur de la collection française, se demande, en se référant à Habermas, »si le lieu de mémoire déterminant pour tous les lieux de mémoire allemands ne serait pas Auschwitz«. Si l'on remplace »Auschwitz« par la notion de »Troisième Reich« (qui inclut Auschwitz), la lecture de ce volume, comme celle des deux précédents, oblige à répondre par l'affirmative. Certes, Pierre Nora, avec élégance, rappelle que le bilan de la France au XX^e siècle laisse à désirer: une »fausse victoire«, une »vraie défaite«, les guerres de décolonisation, cela est peu glorieux. Il n'en reste pas moins que les lieux de mémoire français racontent l'histoire d'un pays patiemment construit par un État longtemps monarchique, puis impérial et républicain, qui parvient, dans la mémoire, à se doter